

Unité inter-départementale Tarn-et-Garonne-Lot  
2 quai de Verdun  
82000 MONTAUBAN

MONTAUBAN, le 22/03/2023

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/02/2023

### Contexte et constats

Publié sur



#### DOUMERC PNEUS SA

RN20  
Salcevert  
82700 Montbartier

Références : JR/2023-0433  
Code AIOT : 0006806546

### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/02/2023 dans l'établissement DOUMERC PNEUS SA implanté 1529, route du canal 82700 Montbartier. L'inspection a été annoncée le 12/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DOUMERC PNEUS SA
- 1529, route du canal 82700 Montbartier
- Code AIOT : 0006806546
- Régime : Déclaration
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société DOUMERC PNEUS est soumise au régime de la déclaration au titre de la rubrique n°2663 pour son activité de stockage de pneumatique.

#### Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Implantation
- Sécurité incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                | Référence réglementaire                        | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1) | Proposition de délais |
|----|--------------------------------------------------|------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 1  | Implantation – aménagement                       | Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article 2.1  | /                                                                                                          | Mise en demeure, respect de prescription                                                                        | 12 mois               |
| 2  | Comportement au feu - charpente métallique       | Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article 2.4  | /                                                                                                          | Mise en demeure, respect de prescription                                                                        | 3 mois                |
| 3  | Comportement au feu - portes                     | Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article 2.4  | /                                                                                                          | Mise en demeure, respect de prescription                                                                        | 3 mois                |
| 4  | Comportement au feu - éclairage zénithal         | Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article 2.4  | /                                                                                                          | Mise en demeure, respect de prescription                                                                        | 3 mois                |
| 5  | Eaux d'extinction incendie - bassin de rétention | Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article 2.9  | /                                                                                                          | Mise en demeure, respect de prescription                                                                        | 12 mois               |
| 6  | Aménagement - murs coupe-feu                     | Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article 2.11 | /                                                                                                          | Mise en demeure, respect de prescription                                                                        | 12 mois               |
| 8  | Moyens de secours contre l'incendie - RIA        | Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article 4.2  | /                                                                                                          | Mise en demeure, respect de prescription                                                                        | 3 mois                |
| 9  | Moyens de secours contre l'incendie - poteaux    | Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article 4.2  | /                                                                                                          | Mise en demeure, respect de prescription                                                                        | 12 mois               |
| 10 | Moyens de secours contre l'incendie - détection  | Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article 4.2  | /                                                                                                          | Mise en demeure, respect de prescription                                                                        | 3 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                 | Référence réglementaire                        | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---------------------------------------------------|------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|
| 7  | Aménagement et organisation du stockage - hauteur | Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article 2.11 | /                                                                                                          | Sans objet        |

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit transmettre une étude technico-économique et un échéancier de réalisation des travaux concernant la réhausse des murs séparant l'installation des limites de propriété, la réhausse des murs isolant les cellules entre elles, l'installation d'un système de rétention des eaux d'extinction et une réserve d'eau incendie. L'exploitant doit par ailleurs assurer une stabilité au feu de degré 1/2 heure à la charpente, un degré pare-flamme 1/2 heure aux portes extérieures, démontrer que les matériaux utilisés pour l'éclairage zénithal ne produisent pas de gouttes enflammées, installer des robinets d'incendie armés, et mettre en place un système de détection automatique de fumées avec report d'alarme.

L'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant pour les points mentionnés.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Implantation – aménagement

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article 2.1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Règles d'implantation                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> oui                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'installation doit être implantée à une distance d'au moins 15 mètres des limites de propriété. Cette distance peut être ramenée à 10 mètres si l'installation respecte au moins l'une des conditions suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- elle est équipée d'un système d'extinction automatique d'incendie de type sprinklage,</li><li>- elle est séparée des limites de propriété par un mur coupe-feu de degré 2 heures, dépassant, le cas échéant, d'au moins 1 mètre en toiture et de 0,5 mètre latéralement et dont les portes sont coupe-feu de degré 1 heure, munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique.</li></ul>                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Constats :</b><br>Les parois extérieures du bâtiment accueillant des matières combustibles sont situées au minimum à 10 m de la limite de propriété. Le site n'est pas équipé de système d'extinction automatique de type sprinkler.<br>L'exploitant déclare à l'inspection que le mur existant en parpaings assure un degré coupe feu 2h. Néanmoins ce mur ne dépasse pas de 1m en toiture et de 0,5m latéralement.<br>L'exploitant déclare vouloir confier à un bureau d'étude de structure une mission pour définir les conditions de surélévation (mur façonné au bardage coupe-feu et incidence sur la couverture) et les évacuations des eaux pluviales.<br><br>L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre une étude technico-économique sur la mise en conformité à cette prescription, accompagné d'un échéancier de mise en place , et de réaliser les travaux correspondants.<br><br>Ce point fait l'objet d'une proposition de mise en demeure. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Proposition de délais :</b> 12 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |

## N° 2 : Comportement au feu - charpente métallique

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article 2.4                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> oui                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les locaux abritant l'installation de stockage doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :<br>- ossature (ossature verticale et charpente de toiture) stable au feu de degré 1/2 heure si la hauteur sous pied de ferme n'excède pas 8 mètres et de degré 1 heure si la hauteur sous pied de ferme excède 8 mètres ou s'il existe un plancher haut ou une mezzanine,<br>[...]                                              |
| <b>Constats :</b><br>La hauteur du bâtiment est de 4,8m. L'exploitant explique que la charpente actuelle n'a pas la stabilité au feu requise de degré 1/2 heure. L'exploitant indique qu'il a sollicité un devis pour appliquer une peinture intumescente d'un montant de 320 000 euros HT.<br>L'inspection demande à l'exploitant de réaliser les travaux nécessaires à l'obtention d'une stabilité au feu de degré 1/2 heure de la charpente.<br><br>Ce point fait l'objet d'une proposition de mise en demeure. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |

## N° 3 : Comportement au feu - portes

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article 2.4                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> oui                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les locaux abritant l'installation de stockage doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :<br>[...]<br>- murs extérieurs et portes pare-flamme de degré 1/2 heure, les portes étant munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique,<br>[...]                                                                                                                           |
| <b>Constats :</b><br>L'inspection constate que les portes extérieurs ne présentent pas de caractère pare-flamme de degré 1/2 heure.<br>L'exploitant indique avoir sollicité des devis afin de respecter cette prescription.<br>L'inspection demande à l'exploitant de réaliser les travaux nécessaires à l'obtention d'une caractéristique de résistance au feu pare-flamme de degré 1/2 heure pour les portes extérieures.<br><br>Ce point fait l'objet d'une proposition de mise en demeure. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |

#### N° 4 : Comportement au feu - éclairage zénithal

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article 2.4                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> oui                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les locaux abritant l'installation de stockage doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :<br>[...]<br>Les matériaux utilisés pour l'éclairage zénithal doivent être tels qu'ils ne produisent pas de gouttes enflammées au sens de l'arrêté du 30 juin 1983 modifié portant classification des matériaux de construction et d'aménagement selon leur réaction au feu et définition des méthodes d'essais.<br>[...]                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Constats :</b><br>L'exploitant déclare avoir reçu un devis d'un montant de 34 000 euros HT pour changer à la fois les translucides d'isolation intérieurs en méthacrylate et les plaques ondulées translucides extérieures en toiture. L'exploitant s'interroge sur la possibilité de ne changer que le polycarbonate intérieur, qui lui semble être le seul élément gouttant.<br>L'exploitant déclare vouloir tester en laboratoire les deux éléments pour déterminer le caractère gouttant de chacun.<br>L'inspection demande à l'exploitant de lui attester que les matériaux utilisés pour l'éclairage zénithal ne produisent pas de gouttes enflammées<br>Le respect de cette prescription fait l'objet d'une proposition de mise en demeure. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |

**N° 5 : Eaux d'extinction incendie - bassin de rétention**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article 2.9                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Pollution                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> oui                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des produits dangereux pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les produits répandus accidentellement; pour cela un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux.</p> <p>D'autre part, des mesures sont prises afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts ou des cours d'eau, en cas d'écoulement de matières dangereuses du fait de leur entraînement par des eaux d'extinction d'incendie.</p> <p>[...]</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant ne dispose pas de système de rétention des eaux d'extinction incendie, excepté la fosse étanche au niveau des quais de chargement/déchargement des camions. L'exploitant précise à l'inspection que compte-tenu de la surface impliquée, correspondante à la plus grande des 3 cellules compartimentées, l'application de la règle D9A conduit à prévoir une capacité de rétention d'environ 700 m<sup>3</sup>.</p> <p>L'exploitant explique que la prise en compte de cette exigence lui nécessite de commander une étude spécifique pour en définir la mise en œuvre</p> <p>L'exploitant souhaite différer la réalisation de cette rétention en fonction des études correspondantes.</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre une étude technico-économique sur la mise en conformité à cette prescription, accompagné d'un échancier de mise en place du système de rétention des eaux et de réaliser les travaux correspondants.</p> <p>Ce point fait l'objet d'une proposition de mise en demeure.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Proposition de délais :</b> 12 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |

**N° 6 : Aménagement - murs coupe-feu**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article 2.11                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> oui                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'installation de stockage est divisée en cellules de 5 000 mètres carrés au plus. Ces cellules sont isolées par des murs coupe-feu de degré 2 heures, dépassant d'au moins 1 mètre en toiture et de 0,5 mètre latéralement.<br><br>[...]                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Constats :</b><br>L'inspection constate que les murs isolant les cellules ne dépassent pas d'1 m en toiture ni de 0,5 m latéralement.<br>L'exploitant a précisé vouloir missionner un bureau d'étude afin d'établir la faisabilité du respect de cette prescription (résistance de la structure, stabilité des ouvrages, évacuation des eaux de toitures...).<br>L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre une étude technico-économique sur la mise en conformité à cette prescription, accompagné d'un échancier de mise en place , et de réaliser les travaux correspondants.<br><br>Ce point fait l'objet d'une proposition de mise en demeure. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Proposition de délais :</b> 12 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |

**N° 7 : Aménagement et organisation du stockage - hauteur**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article 2.11                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> oui                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>[...]<br>La hauteur des stockages ne doit pas excéder 8 mètres. D'autre part, un espace libre d'au moins 1 mètre doit être préservé entre le haut du stockage et le niveau du pied de ferme.<br>[...]                                                                                   |
| <b>Constats :</b><br>L'inspection constate qu'un espace libre d'au moins 1 mètre est préservé entre le haut du stockage et le niveau du pied de ferme. L'exploitant précise avoir limité le nombre de clayettes (racks repliables) empilées afin d'être assuré de ne jamais dépasser la hauteur de stockage réglementaire. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet                                                                                                                                                                                                                                                                                  |



**N° 8 : Moyens de secours contre l'incendie - RIA**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article 4.2                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> oui                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :<br>[...]<br>- de robinets d'incendie armés,<br>[...]<br>L'installation peut également comporter un système d'extinction automatique d'incendie de type sprinklage.<br>Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Les robinets d'incendie armés (RIA) sont répartis dans le local abritant l'installation en fonction de ses dimensions et sont situés à proximité des issues ; ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en directions opposées. Ils sont protégés contre le gel.<br>Le personnel doit être formé à la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours contre l'incendie. |
| <b>Constats :</b><br>L'inspection constate que le site n'est pas équipé de robinets d'incendie armés (RIA). L'inspection demande à l'exploitant de procéder à l'installation de RIA afin de se mettre en conformité vis-à-vis des moyens de lutttes contre l'incendie du site.<br><br>Ce point fait l'objet d'une proposition de mise en demeure.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |

**N° 9 : Moyens de secours contre l'incendie - poteaux**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article 4.2                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> oui                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :<br>- d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou des points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le risque à défendre et permettant au minimum 3 heures d'utilisation, [...]                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Constats :</b><br>L'exploitant explique que les 2 poteaux d'incendie proches du site ont été testés et présentent un déficit de débit (résultat : 30 à 32m <sup>3</sup> /h sous 1 bar pendant 2 heures). Vu la surface impliquée par la plus grande cellule de stockage, l'exploitant indique que l'application de la règle D9 conduit à des besoins en eau d'incendie incompatibles avec le peu de débit disponible sur le réseau d'eau public. L'exploitant conclut à la nécessité de l'installation d'une bache incendie sur le site. L'exploitant déclare souhaiter mandater un bureau d'études spécialisé avant de débiter les travaux.<br>L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre une étude technico-économique sur la mise en conformité à cette prescription, accompagné d'un échéancier de mise en place , et de réaliser les travaux correspondants.<br><br>Ce point fait l'objet d'une proposition de mise en demeure. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Proposition de délais :</b> 12 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |

**N° 10 : Moyens de secours contre l'incendie - détection**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article 4.2                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :<br>[...]<br>- d'un système interne d'alerte incendie,<br>[...]<br>- d'un système de détection automatique de fumées avec report d'alarme exploitable rapidement.<br>[...]<br>Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.<br>[...]                                                                                        |
| <b>Constats :</b><br>L'exploitant signale à l'inspection que la détection incendie est hors service, et qu'elle a été placée hors tension. En lien avec son assureur, l'exploitant a déterminé un modèle pour le remplacement complet de la centrale d'alarme incendie, et il a demandé des devis dont il est en attente au jour de la visite.<br><br>L'inspection demande à l'exploitant la mise en place d'un système de détection automatique de fumées avec report d'alarme.<br><br>Ce point fait l'objet d'une proposition de mise en demeure. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |